L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 21 MAI 1856.

Imprimé et publié par
G. F. KENDIG & Co.,
F. F. WILSON, } Rédacteurs.
E. HERE, }

Rue de Chartres No. 69, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 21 MAI.

Nouvelle Feuilleton.

Alexandre Dumas nous faisait attendre la suite des Mousquetaires, nous commencerons demain, pour ne point priver nos lecteurs du feuilleton accoutumé, un admirable roman qu'Eugène Sue publie en ce moment dans le *Siècle*.

Les dernières œuvres du célèbre écrivain ont eu un immense retentissement dans le monde littéraire. On se rappelle sans doute l'étrennat suscité du *Nom de Famille*, de la *Famille Jouffroy* et de quelques autres ouvrages d'une haute portée morale que tous a publiés il y a un an ou deux.

Les FILS DE FAMILLE, dont le premier chapitre paraîtra demain dans l'*Abeille*, ne le cèdent en rien à ces œuvres et offrent un haut intérêt dramatique. Nous croyons en devoir recommander la lecture à nos abonnés.

Abonnés de la semaine.

Nous commençons demain un magnifique roman d'Eugène Sue. Les personnes qui voudraient en suivre la lecture sans s'engager à prendre ensuite le journal, peuvent s'abonner à la semaine en s'adressant à nos porteurs ou dans nos bureaux. Les FILS DE FAMILLE sont, de l'avis de toute la presse parisienne, une des œuvres les plus remarquables qu'ait écrites l'auteur des *Mystères de Paris* et du *Juif Errant*.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les porteurs de l'*Abeille* sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine. A raison de 25 cents par semaine. Il ne représente tous les jours dans nos bureaux des personnes qui désirent s'abonner pour un temps déterminé, mais comme on leur servait un compte particulier pour une somme quelconque, nous avons résolu de tout centraliser dans nos bureaux. Les FILS DE FAMILLE sont, de l'avis de toute la presse parisienne, une des œuvres les plus remarquables qu'ait écrites l'auteur des *Mystères de Paris* et du *Juif Errant*.

Droit maritime.

Au traité de paix conclu récemment à Paris a été annexée une importante déclaration relative au droit maritime.

Le droit international, fondé sur la coutume et sur des motifs d'intérêt général, est loin d'avoir la certitude du droit particulier de chaque peuple. En dehors de quelques grands principes universellement reconnus, tout y est obscurité et incertitude. Le droit maritime surtout, qui en est la partie la plus importante, donne lieu à des contestations sans fin et n'a jamais pu être réglé. La dernière guerre entre la Russie et les alliés a fait naître de nombreux différends entre les belligérans et les neutres. Pour mettre fin et pour donner au droit maritime des bases plus rigoureuses, les plénipotentiaires de France, d'Autriche, de Grande Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie, assemblés en Congrès à Paris, après avoir signé le traité de Paris du 30 mars 1856, ont adopté la déclaration suivante :

Considérant :

Que le droit maritime, en temps de guerre, a été longtemps le sujet de déplorables divergences ;

Que l'incertitude du droit et des devoirs en pareille matière donne lieu à des différences d'opinions entre neutres et belligérants, qui peuvent occasionner de sérieuses difficultés et même des conflits ;

Qu'il est en conséquence avantageux d'établir une doctrine conforme sur un point si important ;

Que les plénipotentiaires assemblés en congrès à Paris ne sauraient mieux répondre aux intentions dont sont animés leurs gouvernements, qu'en cherchant à introduire dans les relations internationales des principes fixes à cet égard ;

Les plénipotentiaires susmentionnés, dûment autorisés, ont résolu de se concerter afin d'arriver à cet important résultat ; et, étant tombés d'accord, il est adopté les présentes déclarations suivantes :

1. La course est et demeure abolie.

2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre.

3. Les marchandises neutres, à l'exception de la contrebande de guerre, ne sont pas saisissables sous pavillon ennemi.

4. Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante, pour interdire réellement l'accès de la côte ennemie.

Les gouvernements des plénipotentiaires soussignés s'engagent à porter la présente déclaration à la connaissance des états qui n'ont pas pris part au Congrès de Paris et à les inviter à y accéder.

Convaincus que les maximes qu'ils proclament ne peuvent qu'être reçus avec gratitude par le monde entier, les plénipotentiaires soussignés ne doutent pas que les efforts de leurs gouvernements pour obtenir généralement adoption ne soient couronnés d'un plein succès.

La présente déclaration n'est et ne sera obligatoire qu'entre les puissances qui y ont accédé ou y accéderont par la suite.

Fait à Paris, le 16 avril 1856.

(Suivent les signatures.)

Les plénipotentiaires pouvaient se dispenser d'ajouter que la convention n'est signée toute qu'entre les puissances qui y ont accédé ou qui y accéderont par la suite, mais en pareille circonstance il vaut mieux être trop explicite. Plus clair est le silence, on n'aurait pas manqué de dire que les puissances représentées au Congrès voulaient imposer leur volonté aux autres puissances.

L'abolition de la course décrétée par la conférence est-elle un progrès ? Oui, mais un progrès incomplet, puisqu'il y a quelque chose de restant dans ce principe si inique en temps de guerre sur les mers et les océans lorsqu'une nation est en guerre avec une autre. Quand un bâtiment portant toute la fortune d'un négociant tombe au pouvoir d'un corsaire, l'acte de ce dernier qui dépouille impitoyablement un de ses semblables du fruit de longues années de travail, facilité et la connivence de la paix ! Nous, certes, le nommons un vol ordinaire le bien qu'il a honnêtement et péniblement acquis ; il est ruiné, il va peut-être mourir à l'hôpital, et sa famille deviendra la proie d'une affreuse misère : voilà le seul résultat de la prise. Quant aux deux gouvernements, ils continueront leurs lettres, et nous n'entendons que tous les corsaires qui écument, nuits et jours, sur les mers, de proie lorsqu'une guerre éclate entre deux nations maritimes aient avancé d'un jour le retour de la paix.

L'humanité et l'intérêt des peuples commandaient donc au Congrès de Paris d'abolir la course. Il a discuté seulement qu'il a décrété qu'une dommageable. S'il supprime les corsaires, il reconnaît comme par le passé aux navires de guerre des belligérants le droit de s'emparer des bâtimens marchands de l'ennemi. Qu'un navire de commerce soit pris par un corsaire ou par une frégate, il n'existe pour les armateurs, quant aux résultats matériels, aucune différence. En supprimant la course, on diminue seulement le nombre des prises. Or, si le Congrès a jugé utile de les diminuer, il est mieux fait encore évidemment de les interdire complètement. Quel de plus facile que de séquestrer provisoirement, un bâtiment marchand ou de le forcer de rentrer dans le port qu'il a quitté, de cette façon on arrête le mouvement commercial d'un peuple, mais on ne détruit pas sans nécessité les fortunes particulières.

C'était et bien le fond de la pensée du Congrès, qu'après avoir proclamé l'abolition de la course il n'eut hâté de déclarer que le pavillon neutre couvrirait désormais la marchandise ennemie (excepté bien entendu la contrebande de guerre) et que les marchandises neutres ne seraient saisissables sous pavillon ennemi. Si ce principe avait été admis pendant la guerre qui vient de se terminer en Europe, ceux de nos navires qui auraient réussi à pénétrer dans les ports russes surgissent pu prendre à leur bord des produits du pays et passer avec leur chargement au milieu des escadres combinées qui croisaient dans la Baltique. De même un navire russe qui, échappant aux vaisseaux ennemis, eut pu venir en Amérique et y aurait pris un chargement de coton, n'aurait point été exposé à voir ce chargement tomber aux mains de l'ennemi.

Les nouveaux principes proclamés par le Congrès de Paris tempèrent donc considérablement les rigueurs de la guerre, et sous le rapport de l'humanité il n'y a qu'à s'en applaudir. On dira peut-être que ce sont des concessions faites aux neutres, mais croit-on que les puissances maritimes de l'Ancien Monde se fissent montrer aussi complaisantes aussi désintéressées si elles avaient cru que la course et la saisie des marchandises ennemies sous pavillon neutre fussent en temps de guerre d'indispensables rigueurs ?

Reste à savoir maintenant s'il est de l'intérêt des États-Unis d'accepter le programme du Congrès de Paris. Notre marine militaire est faible, et les corsaires nous seraient très utiles en temps de guerre pour occuper loin de nos côtes les escadres de l'ennemi. Mais d'une autre part, comme notre commerce maritime est considérable, les ressources de l'ennemi nous seraient probablement aussi de mal. Nous sentons néanmoins cet avantage, dans le cas d'un conflit avec une puissance plus forte que les États-Unis, de contrebalancer, avec une marine plus faible, l'action d'armemens supérieurs.

Il est donc douteux que pour le moment l'abolition de la course lui absolument utile aux États-Unis, mais nous sentons heureux, malgré tout, de voir les principes proclamés avec pleine et entière franchise, pour l'heure en question et qui, tôt ou tard, pour l'heure ou plus tard, sur le pavillon neutre et le blocus effectif, ne peuvent que sur leur équité et leur vérité.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES PAR L'ABEILLE.

Voici sur la mort d'un commissaire.

Washington, 20 mai.—Le président a envoyé au sénat les noms pour l'enchérissement qu'il a fait de M. Clarke, de Rhode Island, pour être commissaire de la Nouvelle-Orléans, en remplacement de M. Clarke, qui a refusé pour 1856. Le sénat a également nommé les officiers de la marine et des bâtiments.

Les Chambres ont ajourné leur séance aujourd'hui au matin le ministère de la marine a envoyé un ordre à Norfolk pour faire un des vaisseaux de guerre qui est dirigeable pour des missionnaires.

N. CHAMPTON N'a pas été renvoyé.

Washington, 21 mai.—M. Champton n'a pas reçu aucun ordre de rappel, et ne recevra. Le ministre attend les dépêches apportées par l'*Arctic*.

Londonville, 20 mai.—Le niveau de l'Ohio baisse lentement : grand nombre d'eau aux chutes, et six pieds et demi dans le canal.

Mortalité.

Cincinnati, 20 mai—Farley, de 86 20 à 86 70—Whitney, &c., sans parc 818.

New-York, 20 mai.—Coton en bas pour le jour, 8½ à 9½ ; mais mêlé de Orléans, de 9 à 9½ ; sans York 9 19 12 ; Middling, 9 7 16 à 9½.

Mouvement des navires.

Vicksburg, 20 mai.—Le steamboat Pennsylvania a passé ici à 8 heures ce matin, le devre ; et le Natchez en soir à 8 heures.

TEXAS.—Le steamer *Paramount* nous a apporté hier des journaux du Texas jusqu'au 17 courant. Je nous apprennent qu'un violent ouragan a éclaté dans le comté de Dallas : un petit village situé à quinze milles de Cedar Hill a été presque entièrement détruit. Neuf personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées. La tempête était si terrible que plusieurs maisons ont disparu sans qu'il en reste même de débris sur le terrain qu'elles occupaient avant la catastrophe.

Deux Mexicains ont été tués par les indiens à trente milles à l'ouest de Corpus Christi.

La petite ville de Victoria, fait de rapides progrès et est chaque jour plus florissante ; on y a établi d'excellentes écoles et la religion y prospère autant que l'instruction. Les habitans de l'endroit se divisent en six sectes et chacune a son église.

M. Buchanan est arrivé à Washington dans la soirée du 13 de ce mois, accompagné d'un comité du Conseil de ville de Baltimore et de nombreux amis.

SUBMERSION.—Le bateau à vapeur *James Pyrd* et deux barges se sont perdus dans le Mississipi au-dessus de Cahro.

THEATRE D'ORLEANS.—Le bénéfice de M. Mathieu a lieu demain et nous espérons que tous ceux qui s'intéressent à notre scène se feront un devoir d'y assister. M. Mathieu s'est depuis longtemps complètement identifié avec le Théâtre d'Orléans auquel il est resté fidèle dans les jours malheureux comme aux époques de prospérité. Aucun artiste ne mérite à certains égards plus de sympathies et de reconnaissance que M. Mathieu. Les habitués l'ont toujours trouvé sur la brèche, infatigable dans l'accomplissement de ses devoirs, homme d'honneur, désintéressé, plein de zèle, d'intelligence et de dévouement. Il sait remplir tous les emplois pourvu qu'on lui en exprimât seulement le désir, ne reculant devant aucune tâche, si ingrate qu'elle fut, et n'hésitant même pas à se sacrifier pour compléter au public et à l'administration.

La représentation au bénéfice de *Norma*, de *Riche d'Amour*, vaudeville, et des *Deux Aveugles*, scène comique que jouèrent et chantèrent MM. Carrier et Delaetz.

LE TRAITE DE PAIX.

Nous avons publié l'autre jour une analyse du traité de paix, mais nous croyons utile de donner le texte même du traité, tel qu'il a paru dans les journaux de Londres. En voici :

ART. I. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications de ce traité, paix et amitié entre S. M. l'empereur des Français, S. M. la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de Sardaigne, S. M. l. le Sultan, d'une part, et S. M. l'empereur de toutes les Russies, de l'autre part, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité.

ART. II. La paix étant heureusement établie entre Leurs dites Majestés, les territoires conquis ou occupés par leurs armées, pendant la guerre, seront réciproquement évacués.

Des arrangements spéciaux régleront le mode de l'évacuation, qui devra être aussi prompte que faire se pourra.

ART. III. S. M. l'empereur de toutes les Russies s'engage à restituer à S. M. le Sultan la ville et la citadelle de Kars, aussi bien que les autres parties du territoire ottoman dont les troupes russes se trouvent en possession.

ART. IV. LL. MM. l'empereur des Français, la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le roi de Sardaigne, et le Sultan, s'engagent à restituer à S. M. l'empereur de toutes les Russies, les villes de Sébastopol, Balaklava, Kamiesch, Eupatoria, Kertch.

Art. V. Leurs Majestés l'Empereur des Français, la reine du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le roi de Sardaigne et le Sultan, accordent pleine et entière amnistie à ceux des habitans de toutes classes qui auraient compromis par une participation quelconque dans les événements de la guerre en faveur de l'ennemi. Il est bien entendu et entendu que cette amnistie s'étendra aux sujets de chacune des parties belligérantes qui pourraient être compromis pendant la guerre au service de l'un des autres belligérants.

Art. VI. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. VII. S. M. l'Empereur des Français, S. M. la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. l'Empereur d'Autriche, S. M. le Roi de Prusse, S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Roi de Sardaigne, déclarent la Sublime Porte admise à participer à tout le droit public et au concert européen. Leurs Majestés s'engagent, chacune pour sa part, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman ; garantissent en commun la stricte observance de cet engagement ; et considéreront en conséquence tout acte de nature à le violer, comme question d'intérêt général.

Art. VIII. S'il s'élevait, entre la Sublime-Porte et une ou plusieurs des autres puissances signataires, quelqué malentendu qui pût mettre en danger le maintien de leurs relations, la Sublime Porte et chacune des puissances, avant d'avoir recours à la force, devront fournir aux autres parties contractantes l'occasion de prévenir une telle extrémité au moyen de leur médiation.

Art. IX. S. M. l. le Sultan, dans sa constante sollicitude pour le bien-être de ses sujets, ayant octroyé un firman qui, indépendamment leur sort sans distinction de religion, ni de race, consacre ses généreuses intentions envers les populations chrétiennes de son empire, et voulant donner un nouveau témoignage de ses sentiments à cet égard, a résolu de communiquer aux puissances contractantes ledit firman, spontanément émané de sa volonté souveraine.

Les puissances contractantes constatent la haute valeur de cette communication. Il est bien entendu qu'elle ne saurait, en aucun cas, donner le droit aux puissances de s'immiscer soit collectivement, soit séparément, dans les rapports de S. M. le sultan avec ses sujets, ni dans l'administration intérieure de son empire.

Art. X. La convention du 13 juillet mil huit cent quarante et un, qui maintient l'antique règle de l'empire ottoman relative à la clôture des détroits du Bosphore et des Dardanelles, a été revisée d'un commun accord.

L'acte conclu à cet effet et conformément à ce principe, entre les hautes parties contractantes, est et demeure annexé au présent traité, et aura même force et valeur que s'il en faisait partie intégrante.

Art. XI. La mer Noire est neutralisée ; ouverte à la marine marchande de toutes les nations, ses eaux et ses ports sont, formellement et à perpétuité, interdits au pavillon de guerre soit des puissances riveraines, soit de toute autre puissance, sauf les exceptions mentionnées aux articles 14 et 19 du présent traité.

Art. XII. Libre de toute entrave, le commerce, dans les ports et dans les eaux de la mer Noire, ne sera assujetti qu'à des règlements de santé, de douane, de police, conçus dans un esprit favorable au développement des transactions commerciales.

Pour donner aux intérêts commerciaux et maritimes de toutes les nations la sécurité désirable, la Russie et la Sublime-Porte admettront des consuls dans leurs ports situés sur le littoral de la mer Noire, conformément aux principes du droit international.

Art. XIII. La mer Noire étant neutralisée, aux termes de l'article 11, le maintien ou l'établissement sur son littoral d'arsenaux militaires maritimes devient sans nécessité, comme sans objet. En conséquence, S. M. l. le sultan s'engageant à ne point en établir, ni en conserver, sur de littoral, aucun arsenal militaire maritime.

Art. XIV. Leurs Majestés l'empereur de toutes les Russies et le sultan, ayant conclu une convention à l'effet de déterminer la force et le nombre des bâtimens légers, pâtes, dont ils auront le service de leurs côtes, qu'elles se réservent d'entretenir dans la mer Noire, cette convention est annexée au présent traité et aura même force et valeur que s'elle en faisait partie intégrante. Elle ne pourra être ni annulée, ni modifiée, sans l'assentiment des puissances signataires du présent traité.

Art. XV. L'acte du Congrès de Vienne ayant établi les principes destinés à régler la navigation des fleuves qui séparent ou traversent plusieurs États, les puissances contractantes stipulent entre elles qu'à l'avenir ces principes seront appliqués au Danube et à ses embouchures. Elles déclarent que cette disposition fait, désormais, partie du droit public de l'Europe et la prennent sous leur garantie.

La navigation du Danube ne pourra être assujettie à aucune entrave ou redevance qui ne serait pas expressément prévue par les stipulations contenues dans les articles suivants. En conséquence, il ne sera perçu aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouveront à bord des navires. Les règlements de police et de quarantaine à établir pour la sûreté des États riverains n'auront pour but que de prévenir, autant que faire se pourra, la propagation des maladies contagieuses à déterminer, auxquels cas faire se pourra, la circulation des navires. Seul ces règlements, il en sera apporté aucun obstacle au passage à la frontière des navires venant de la mer libre.

Art. XVI. Dans le but de réaliser les dispositions de l'article précédent, une commission dans laquelle la France, l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie seront chacune représentée par un délégué, sera chargée de désigner et de faire exécuter les travaux nécessaires depuis Isaktcha jusqu'aux Portes-de-Fer, pour dégager les embouchures du Danube, ainsi que les parties avoisinantes de la mer qui les baignent, des bancs de sable, récifs, débris et autres obstacles qui les obstruent, afin de rendre à cette partie du fleuve et à ladite portion de la mer les meilleures conditions possibles de navigabilité.

Les frais de ces travaux, ainsi que ceux qui seront ultérieurement nécessités par l'entretien et la surveillance de la navigation, seront supportés par les États riverains, en proportion des charges imposées à leurs pavillons respectifs par l'article 21 du traité de ce jour.

Art. XVII. Une commission sera établie à six semaines, à dater de la signature du présent traité, pour déterminer et faire exécuter les travaux nécessaires pour isoler l'embouchure de Sulina et les parties de la mer qui l'avoisinent, des sables dont les courants littoraux tendent à les combler.

Cette commission sera composée de sept membres, dont un délégué de chacune des puissances contractantes, et un délégué de la Sublime-Porte. Elle aura, en outre, le droit de nommer les officiers, ingénieurs et autres employés qu'elle jugera nécessaires pour l'exécution de ses travaux.

Art. XVIII. Il est entendu que la commission riveraine aura terminé les travaux décrétés dans l'article précédent, sous les huit ans à dater de l'échange des ratifications. Les pouvoirs de la commission riveraine cesseront alors, à moins que, d'un commun accord, elle ne soit maintenue par les puissances signataires réunies en conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la commission européenne ; et, dès lors, la commission riveraine poursuivra seule, par les mêmes pouvoirs que ceux accordés à la commission européenne, le maintien de la navigabilité des embouchures du Danube, ainsi que celle de la portion de la mer qui les baigne.

Art. XIX. Afin d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord, d'après les principes ci-dessus énoncés, chacune des puissances contractantes aura le droit de faire stationner, en tout temps, deux bâtimens légers aux embouchures du Danube.

Art. XX. En échange des villes, ports et territoires du district de Bessarabie, cédés par la Russie traité, et pour mieux arriver à la liberté de la navigation du Danube, S. M. l'empereur de toutes les Russies consent à la rectification de la frontière de ses possessions en Asie.

La nouvelle frontière partira de la mer Noire à un kilomètre de l'est de la baie Bourna-Sola, suivra directement jusqu'au lac Kraterskoïe-d'Akerman, suivra cette route jusqu'au val de Trajan, passera au sud de Bolgrade, remontera jusqu'au village Katlabouga, laissera ledit village à la Russie, et ira aboutir à Katamourat sur le Prouth. En amont de ce point, l'ancienne frontière entre les deux empires, le cours du Prouth jusqu'à Galatz.

Des délégués des puissances contractantes fixeront, dans ses détails, le tracé de la nouvelle frontière.

Art. XXI. Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la principauté de Moldavie, sous la suzeraineté de la Sublime-Porte.

Les habitants de ce territoire jouiront des droits et privilèges assurés aux Principautés, et pendant l'espace de trois années, il leur sera accordé un délai pour transporter leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

Art. XXII. Les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sa garantie, des privilèges et immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée par elles par une des puissances garantes, ni aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Art. XXIII. La Sublime Porte s'engage à conserver aux Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

CHEMINS DE FER.

Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés. Pour établir un complet accord sur ce point important, une commission spéciale, sur la composition de laquelle les hautes puissances contractantes s'entendront, se réunira sans délai à Bucharest avec un commissaire de la Sublime Porte.

Cette commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

Art. XXIV. Sa Majesté le sultan promet de conserver aux Principautés une part plus grande des deux provinces, un Divan *ad hoc*, composé de membres choisis par la représentation la plus nombreuse des parties de la population, sera appelé à donner son avis sur tout le parcours de la nouvelle délimitation.

Le commissaire de la Sublime Porte, membre de la commission européenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube, aura pour mission spéciale de surveiller l'exécution des firmans impériaux.

Art. XXV. Il est entendu que la commission riveraine aura terminé les travaux décrétés dans l'article précédent, sous les huit ans à dater de l'échange des ratifications. Les pouvoirs de la commission riveraine cesseront alors, à moins que, d'un commun accord, elle ne soit maintenue par les puissances signataires réunies en conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la commission européenne ; et, dès lors, la commission riveraine poursuivra seule, par les mêmes pouvoirs que ceux accordés à la commission européenne, le maintien de la navigabilité des embouchures du Danube, ainsi que celle de la portion de la mer qui les baigne.

Art. XXVI. Les principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sa garantie, des privilèges et immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée par elles par une des puissances garantes, ni aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Art. XXVII. Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la principauté de Moldavie, sous la suzeraineté de la Sublime Porte.

Les habitants de ce territoire jouiront des droits et privilèges assurés aux Principautés, et pendant l'espace de trois années, il leur sera accordé un délai pour transporter leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

Art. XXVIII. Les Principautés de Valachie et de Moldavie reconstitueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sa garantie, des privilèges et immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée par elles par une des puissances garantes, ni aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Art. XXIX. Le droit de garnison de la Sublime-Porte, tel qu'il se trouve stipulé par les anciens traités, est maintenu ; aucune intervention armée ne pourra avoir lieu sans l'accord préalable entre les hautes puissances contractantes.

Art. XXX. Le territoire cédé par la Russie sera annexé à la principauté de Moldavie, sous la suzeraineté de la Sublime Porte.

Les habitants de ce territoire jouiront des droits et privilèges assurés aux Principautés, et pendant l'espace de trois années, il leur sera accordé un délai pour transporter leur domicile, en disposant librement de leurs propriétés.

Art. XXXI. Les Principautés de Valachie et de Moldavie reconstitueront à jouir, sous la suzeraineté de la Sublime Porte et sa garantie, des privilèges et immunités dont elles sont en possession. Aucune protection exclusive ne sera exercée par elles par une des puissances garantes, ni aucun droit particulier d'ingérence dans leurs affaires intérieures.

Art. XXXII. Une commission sera établie à six semaines, à dater de la signature du présent traité, pour déterminer et faire exécuter les travaux nécessaires pour isoler l'embouchure de Sulina et les parties de la mer qui l'avoisinent, des sables dont les courants littoraux tendent à les combler.

Cette commission sera composée de sept membres, dont un délégué de chacune des puissances contractantes, et un délégué de la Sublime-Porte. Elle aura, en outre, le droit de nommer les officiers, ingénieurs et autres employés qu'elle jugera nécessaires pour l'exécution de ses travaux.

Art. XXXIII. La Sublime Porte s'engage à conserver aux Principautés une administration indépendante et nationale, ainsi que la pleine liberté de culte, de législation, de commerce et de navigation.

CHEMINS DE FER.

Les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés. Pour établir un complet accord sur ce point important, une commission spéciale, sur la composition de laquelle les hautes puissances contractantes s'entendront, se réunira sans délai à Bucharest avec un commissaire de la Sublime Porte.

Cette commission aura pour tâche de s'enquérir de l'état actuel des Principautés et de proposer les bases de leur future organisation.

Art. XXXIV. Sa Majesté le sultan promet de conserver aux Principautés une part plus grande des deux provinces, un Divan *ad hoc*, composé de membres choisis par la représentation la plus nombreuse des parties de la population, sera appelé à donner son avis sur tout le parcours de la nouvelle délimitation.

Le commissaire de la Sublime Porte, membre de la commission européenne, au maintien de la navigabilité des embouchures du Danube, aura pour mission spéciale de surveiller l'exécution des firmans impériaux.

Art. XXXV. Il est entendu que la commission riveraine aura terminé les travaux décrétés dans l'article précédent, sous les huit ans à dater de l'échange des ratifications. Les pouvoirs de la commission riveraine cesseront alors, à moins que, d'un commun accord, elle ne soit maintenue par les puissances signataires réunies en conférence, informées de ce fait, prononceront, après en avoir pris acte, la dissolution de la commission européenne ; et, dès lors, la commission riveraine poursuivra seule, par les mêmes pouvoirs que ceux accordés à la commission européenne, le maintien de la navigabilité des embouchures du Danube, ainsi que celle de la portion de la mer qui les baigne.

Art. XXXVI. Jusqu'à ce que les traités ou conventions, qui existaient avant la guerre entre les puissances belligérantes, aient été renouvelés, ou remplacés par des actes nouveaux, le commerce d'importation ou d'exportation aura lieu réciproquement sur le pied des règlements en vigueur avant la guerre, et leurs sujets, en toute autre matière, seront respectivement traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. XXXVII. La convention conclue, en ce jour, entre leurs majestés l'empereur des Français la reine du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, d'une part, S. M. l'empereur de toutes les Russies, de l'autre part, relativement aux îles d'Aland, est et demeure annexée au traité et aura même force et valeur que si elle en faisait partie.

Art. XXXIV. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris le 30ème jour du mois de mars de l'année 1856.

LES CONTEMPLATIONS,

PAR VICTOR HUGO.

LA VIE AUX CHAMPS.

Le soir, à la campagne, on sort ; on se promène.
Le pauvre dans son champ, le riche en son domaine ;
Moi, je vais devant moi ; je pense en tout lieu
Sur ce qu'on dit le jour, sur ce qu'on tait le soir,
Sur ce que l'homme est en proie à ses colères bleu,
Je vais volontiers seul. Je médite ou j'écoute.
Les enfants, les oiseaux, les sources, la verdure en route,
J'accepte. Chacun a quelque chose en l'esprit ;
Et tout homme est un livre où Dieu lui-même écrit.
Dans les champs, sous les cieux, sur les visages sombres,
Partout où vit une âme et que scelle le tombeau,
J'y lis.

Chaque soir donc, je m'en vais, j'ai coupé,
Je sonde, j'écoute en moi-même chaque mot que j'ai.
On parlait de frais, au fond du jardin, en famille.
Le sentier qu'on prend en peu les heures nous le charmille ;
Les femmes, les enfants, les vieillards, les petits,
Tous les points entre eux viennent nouer de nœud.
Des épis, des roses, des cœurs, des yeux, des nids,
C'est, qu'le nouveau que j'ai leurs gaîté ; ils ne sont
(viennent
Que l'objet compose est l'air, les fleurs, les papillons
Et les étoile qu'on voit quand dans les sillons.
Et ce qu'on dit que le sont un homme qui les aime.
Il n'est pas de propos plus doux que ceux-là même.
Ce n'est aujourd'hui de la vie, de la mort,
Voter, faire de bruit, parler à haute voix ;
Les champs, les champs, les champs, les champs, les champs,
Et quelquefois tout, mais qu'à leurs deux jamais ;
Je leur parle encor, bien que je sois plus triste.
Je leur dis : Vous avez, vous, le sommeil, la nuit,
Et moi, j'ai le jour, j'ai le travail, j'ai le bruit,
Je dois, pour vous rester, vous aimer, vous plaire,
Vous chanter ce matin, vous dormir à la lune,
Vous parler, vous écrire, être à vos genoux,
Et je suis à vos pieds, et je suis à vos ordres.